

Trafic • Cash limité à 15.000 euros

## Zenner veut du solide

Bannir l'argent liquide de toute transaction dépassant la somme de 15.000 euros, c'est le projet d'Alain Zenner, commissaire du gouvernement chargé de la lutte contre la fraude fiscale. Le but du texte, dévoilé mercredi par « La Libre Belgique » : dresser un barrage à l'argent sale. D'après les études du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, c'est très majoritairement sous forme d'espèces que l'argent illégal est produit puis circule.

*Or, explique Alain Zenner, les blanchisseurs de capitaux ont de plus en plus tendance à utiliser des professions non financières, via l'achat de certains types de biens de grande valeur, tels que bijoux, meubles ou objets de collection. Achetés contre de l'argent sale sonnante et trébuchant, ces biens sont ensuite revendus contre de l'argent propre à des acheteurs parfois de bonne foi.*

Ces dispositions risquent-elles de gêner certaines professions dans lesquelles il arrive que des transactions de cette importance se fassent en liquide ? D'après Zenner, les principales fédérations patronales (FEB, classes moyennes), consultées il y a 3 semaines, n'y ont rien trouvé à redire. Au contraire : *Si cette mesure de technique bancaire n'était pas*

*imposée, cela impliquerait de lourdes formalités administratives d'identification des clients.*

Pourtant, certaines dents grincent. Chez les bijoutiers de luxe, par exemple, l'on témoigne... anonymement que certains clients préfèrent toujours acheter un cadeau, même très important, en liquide. Carte de crédit ou virement laissent en effet des traces sur des relevés. Sourire en coin, notre témoin n'évoque pas tellement comme motivation la peur du fisc que... la paix des ménages. Zenner minimise : *Cela me semble très minoritaire comme comportement. On ne peut pas vouloir lutter contre la fraude et se dire vraiment dérangé par ce genre de mesure.*

Le projet d'Alain Zenner applique en fait une directive européenne de décembre 2001 qui dresse une série de filtres pour lutter contre le blanchiment des capitaux. Mais, au lieu de le limiter à certaines professions (outre les professions financières, notaires, experts-comptables et réviseurs, elle l'étend aux antiquaires, bijoutiers, marchands d'œuvres d'art et de voitures), le texte du commissaire l'étendra à tout article de « grande valeur », où qu'il soit acquis.

Frédéric Soumois